hors service • feuille anarchiste • 12 septembre 2013 • n°40

ENFERMER HUMAINEMENT, ÇA N'EXISTE PAS !



COMMENT VENDRE UNE PRISON COMME UNE COLONIE DE VACANCES

La Régie des Bâtiments, gérant de l'immobilier de l'Etat et commanditaire d'œuvres d'intérêt public, a défrayé la chronique avec les premiers dessins de la future maxi-prison de Bruxelles. Sur ces images : de souriants hôtes de la prison, aucun gardien visible, des murs « intégrés dans l'environnement existant », vert naturel, des bâtiments à l'échelle d'un village. On dirait une colonie de vacances. Le communiqué officiel se vante de « l'humanité » de ce nouveau projet, d'une nouvelle façon de « vivre en milieu pénitentiaire »...

Celui qui contrôle le sens des mots s'assure d'une capacité considérable de maîtrise des esprits. Ainsi, le pouvoir a toujours cherché à donner aux mots le sens qui l'arrange. Les guerres menées par l'Occident ne s'appellent plus « guerres », mais « interventions humanitaires ». Les centres fermés pour illégaux ne sont pas des prisons pour des gens qui n'ont pas le bout de papier requis, mais des « centres d'accueil pour réfugiés ». La justice sociale n'est pas ce que chacun entend par être « juste », mais la Justice avec ses lois et ses juges. On pourrait dresser tout un dictionnaire des mots du pouvoir qui exercent une influence profonde sur nos capacités à réfléchir et à discuter.

Pourtant, c'est au contact de la réalité et de la vigueur des idées que les mots tendent à reprendre leur véritable sens. L'aberration qui consiste à enfermer un être humain dans une cage et à le soumettre à un contrôle total, peut bien se retrancher derrière des gros mots comme « protection de la société », « punition des délinquants », ou tenter de se justifier par « un accompagnement vers la réinsertion », « un environnement humain et vert », est-ce que cela n'en reste pas moins une aberration ? La politique « humaine » d'incarcération, que l'Etat brandit comme un étendard, ressemble à un manuel pour repeindre les cages en rose.

Force est de constater que les cages ne sont pas que physiques. Une cellule a quatre murs, mais dans la tête, les murs, les grillages et les barbelés se comptent par centaines. La prison ne devient acceptable que si on accepte la société actuelle comme inéluctable. Enfermer quelqu'un n'est envisageable que lorsqu'on croit que la liberté se trouve dans le code pénal. Condamner la délinquance n'est possible qu'en écartant de la définition de ce terme tous les méfaits et les crimes, bien plus importants, des Etats et des capitalistes. Menacer un employé de banque pour le forcer à ouvrir un coffre-fort est un grand crime puni par la loi, exploiter des milliers de travailleurs et empoisonner la terre, c'est le « libre marché ». Comme le résumait Stirner en 1844 : « *Aux mains de l'individu, la force s'appelle crime. Aux mains de l'Etat, la force s'appelle droit.* »

Mais pour en revenir à notre « paisible village pénitentiaire », comme le pouvoir nomme la future plus grande prison de Bruxelles, regardons (une fois n'est pas coutume) d'un peu plus près le refrain du plus réaliste des réalistes, la chanson ennuyeuse de ceux qui ont perdu toute capacité à rêver et à se battre à corps perdu pour leurs idées d'émancipation. Admettons que les cellules de cette nouvelle prison seront moins grises, que les détenus y auront plus accès aux soins et aux activités, qu'au lieu de compter les jours à l'ombre d'un grand mur désespérant, on y verra quelques rayons de soleil et des cimes d'arbres. Tout cela ne sera possible qu'au prix d'un contrôle plus profond, omniprésent, et d'une aseptisation des rapports humains. Le but avoué de toute incarcération est de briser la personnalité de la personne jugée « criminogène ». Vu la résistance que des individus opposent à ce lavage de cerveau, le pouvoir mène continuellement de nouvelles expérimentations. De l'isolement total et la privation sensorielle, comme dans les modules de Bruges et de Lantin, en passant par le traitement médical et le dopage généralisé, jusqu'aux prisons « humaines » de demain. Nous n'avons pas non plus oublié comment le nouveau centre fermé de Steenokkerzeel avait également été présenté comme « un centre humain ». La dure réalité de l'incarcération avec son lot de tabassages, de désespoir, de « suicides », n'a pas tardé à arracher ce masque, pour faire apparaître ce centre pour ce qu'il est vraiment : un camp de concentration pour étrangers. Celui qui se laisse duper par les formes, oubliera le fond. La nouvelle politique pénitentiaire affichée par l'Etat n'a pas d'autre but.

Avec ses prétentions humanistes, il tente de désamorcer toute critique radicale de la prison, radicale au sens où elle va jusqu'à la *racine* de la question. Ainsi, ils auront beau camoufler leurs filets anti-hélicoptères qui ne laissent entrevoir le ciel qu'à travers des mailles, comme des pare-soleil, ils peuvent même peindre les murs en vert ou attacher des nounours aux barbelés, cela ne changera rien au fait que ce monde ne saurait défendre les privilèges de quelques riches et puissants sans pratiquer *l'incarcération de masse*. On voit d'ailleurs bien comment l'enfermement judiciaire se répand à travers toute la société, bien au-delà des murs des prisons : bracelets électroniques, peines de travail, suivi psychologique obligatoire,... Critiquer radicalement la prison, c'est s'attaquer à sa raison d'être, et sa raison d'être n'a rien d'humaniste ou d'extravagant, elle se résume à la nécessité pour l'Etat de gérer les contradictions sociales que le système génère, et de mater les révoltes qui le remettent en question. Point barre.

Depuis de bien longues années, les mutineries et les révoltes se déchaînent dans les prisons, des individus récalcitrants s'y battent pour préserver leur dignité et résister au monstre carcéral. Les dessins enjolivés de la future prison de Bruxelles ne peuvent pas faire oublier toute la palette répressive d'isolement, de punitions, de cachot, d'interdiction de visites, de tabassages et de dopage mise en œuvre dans les prisons pour mater les velléités de révolte, et pour dompter les cris de liberté.

Une lutte est en cours pour empêcher la construction de cette maxi-prison. Maintenant, c'est donc aussi devenu un combat pour le sens des mots. Soit ! On se battra pour continuer à crier que la liberté ne réside pas dans la loi, que la prison n'est pas une colonie de vacances. Face aux arguments de la machine de propagande étatique, le mieux est de rester muets et de trouver ailleurs des espaces autonomes et libres, où le sens des mots est forgé par la bataille quotidienne contre toute exploitation et toute oppression. Loin des projecteurs du spectacle de la politique et de son double discours, la lutte tente de se frayer un chemin dans la rue, et de détruire ce qui nous détruit.

Le nom des assassins

VENGEANCES INCENDIARES CONTRE LA POLICE DE MORTSEL



Début janvier 2010, Jonathan Jacob est tabassé à mort dans le cachot du commissariat de Mortsel (près d'Anvers), par l'unité d'intervention spéciale. Nu et angoissé, les flics l'ont roué de coups et l'ont étouffé, sans oublier le médecin qui, bien qu'il soit déjà mort, lui a encore administré un calmant, exécutant ainsi les ordres directs du Parquet. Il a fallu attendre deux ans pour que le voile couvrant cet assassinat policier se soulève un peu, et c'est à la télévision nationale qu'ont été diffusées les images de la caméra du cachot. La ministre de la Justice, Turtelboom, se montrera une fois de plus implacable dans sa défense du pouvoir : elle refusera tout net jusqu'à un début d'excuses, qui d'ailleurs n'engagent à rien, auprès des proches de Jonathan.

Fin juillet 2013. Couverts par la nuit, des inconnus pénètrent sur le parking du commissariat de Mortsel et mettent le feu à un combi. Les policiers présents assistent impuissants à la destruction de leur outil de travail. Cette action incendiaire vient rappeler aux assassins qu'il n'y aura ni oubli ni pardon. La censure étatique avait d'ailleurs déjà camouflé une première action identique contre le commissariat en question, peu après la diffusion télévisée des images de l'assassinat. Rien d'étonnant. Le pouvoir se couvre et se protège, il tente de réduire au silence ceux qui le critiquent, et de cacher les actes de ceux qui le combattent. A travers ses mensonges, son hypocrisie, sa brutalité et sa violence, la démocratie révèle son vrai visage : un pouvoir qui cherche à se maintenir à tout prix, pour garantir la continuité de l'oppression et de l'exploitation, des usines et entreprises aux prisons et centres fermés. Un combi qui flambe est alors vraiment la moindre des choses qui puisse arriver.

« *La vengeance ne résout rien* », objecteront peut-être quelques braves citoyens. Ils conseilleront certainement de faire appel à la Justice de ce même Etat qui paie la solde des assassins en uniforme, qui tue à petit feu dans les prisons. Ou aux politiciens, car ils arrangeront les choses pour nous, comme on le voit bien à travers l'histoire, l'histoire de la continuité du pouvoir, de l'exploitation et de l'oppression sous différentes formes et sous différents visages. S'il y a vraiment quelque chose qui ne sert à rien, c'est bien de se résigner et de se laisser encore duper par la croyance dans le système. Car en face, il y a la révolte de celui qui veut vivre, de celui qui ne veut plus subir, de celui qui porte en soi la potentialité que la liberté explose finalement et balaye les édifices séculaires du pouvoir. Quant à celui qui apaise, il se range forcément du côté des puissants.

Si des assassins en uniforme méritent de subir notre critique incendiaire, *la critique par les actes et non par des lamentations impuissantes*, ce sont en fait tous les mécanismes qui oppriment et exploitent qui la méritent, jour après jour, coup après coup. Ces actes qui peuvent d'abord paraître bien peu de chose (qu'est-ce qu'un combi brûlé face à la mort brutale de quelqu'un dans le pire des désespoirs ?) sont pourtant lourds de sens : ils témoignent de l'existence de forces vives et courageuses qui combattent le pouvoir. Et si aujourd'hui c'est un combi qui flambe, demain ce sera peut-être une prison qui saute, et après-demain le patron d'une usine, qui pendant des années a brisé le dos de ses ouvriers, et qui se retrouvera face au canon du fusil de celui qui ne supporte plus l'exploitation. La révolte est contagieuse, et c'est par contamination que nous comptons détruire ce système.

Il faut briser le cercle magique des grands mots de respect, de droit, de Justice et de démocratie qui nous tiennent les mains liées, et nous retrouver nous-mêmes : des individus capables de s'insurger et de se battre à corps perdu pour leur liberté. Chaque combat, chaque incendie, chaque explosion, chaque sabotage en appelle d'autres ; c'est le cri strident des révoltés.

Dans chaque numéro de Hors Service, nous reprenons une poignée d'une multitude d'actes de rébellion et de révolte. En général, l'Etat, ses médias et ses journalistes préfèrent ne pas trop ébruiter ces événements ou, plus encore, les déformer, les fausser et les mutiler pour que personne ne puisse s'y reconnaître. L'Etat ne veut inspirer personne dans de *mauvaises intentions* – mais nous si, et voilà la raison de ces colonnes.

Barrons la route aux chantiers du pouvoir • L'Etat et le capital construisent sans cesse pour adapter l'environnement aux besoins du contrôle et de l'exploitation. De nouveaux axes de transport pour l'économie, en passant par des tours de bureaux, jusqu'aux prisons et nouveaux sites industriels : le cancer se trouve désormais partout. A Charleroi, quelques chirurgiens se sont servi de leur scalpel incendiaire pour enlever deux tumeurs, deux engins de chantier qui ont été consumés par les flammes.

Sus aux flics • Pendant qu'un incendie criminel ravageait un combi devant l'infâme commissariat de police à Mortsel, des inconnus s'en sont pris à trois véhicules de police stationnés devant le commissariat d'Eernegem. Les véhicules ont été endommagés. Si la police aime bien mettre en avant son omniprésence, il est clair qu'elle n'est pas invulnérable. Il s'agit juste de choisir le bon moment et le bon endroit.

Hors Service est un journal anarchiste paraissant environ toutes les trois semaines.
Le journal est distribué gratuitement en néerlandais et en français.
hors.service@hotmail.com
http://journalhorsservice.blogspot.com

Prison de femmes

Fin août, une femme a été arrêtée à Jette. Selon les journaux, elle a tenté d'empoisonner son mari, et comme cela n'a pas marché, elle a essayé de l'étouffer. Finalement, elle l'a tué de plusieurs coups de couteau. La raison de cet homicide serait la violence du mari, une violence qu'elle a subie pendant trop d'années. Quand les agents l'ont arrêtée, il paraît qu'elle leur a demandé : *Vous n'allez quand même pas me mettre en prison pour ça ?*

Si nous revenons sur cet événement douloureux, c'est parce que nous ne voulons pas laisser le dernier mot à la Justice, à l'institution qui a jeté cette femme et sa voix derrière les barreaux. Lorsque la Justice intervient, ce n'est jamais pour le bien-être des personnes, mais uniquement pour servir les intérêts du pouvoir. Elle ne fait que défendre le monopole de la violence du pouvoir. C'est pour cela, et uniquement pour cela, qu'elle enferme les gens qui utilisent la violence. Elle nous dit qu'elle nous protège tous contre les assassins, mais comment peut-on alors expliquer que les policiers et les gardiens qui tuent et torturent soient relaxés à chaque fois ? Comment peut-on expliquer que les assassins en costard-cravate de l'OTAN restent tranquillement assis derrière leurs bureaux ? Comment peut-on expliquer que les patrons et les industriels, dont les employés meurent de cancers, volent toujours plus haut ?

La violence du pouvoir est permise, mais l'individu qui utilise la violence, lui, sera par contre puni. Cela voudrait-il dire que cela nous réjouisse quand une femme tue son mari ? Certainement pas. Il s'agit d'un événement tragique, notamment pour cette femme elle-même. Mais nous voulons attirer l'attention sur le fait qu'une femme qui se trouve cloîtrée dans une prison de violence et d'isolement, doit faire montre d'une certaine ruse pour en finir avec cette situation. Le regard du partenaire dominant qui contrôle tout, contraint les femmes à recourir à des moyens comme le mensonge, la ruse, et parfois à utiliser une violence mortelle. On y est contraint si on veut s'échapper d'une prison, si on veut se libérer de dictateurs et de tyrans, que cela nous plaise ou pas.

Enfermer une femme qui a été contrainte d'utiliser des moyens si radicaux pour détruire définitivement sa cage, la pousser d'une prison de femmes à une autre, laisser perdurer sa situation étouffante et destructrice entre de nouveaux murs infranchissables, est loin d'être une réponse. Nous sommes convaincus que la solution à ce problème n'est pas l'enfermement, mais bien la destruction de toutes les cages ; pas la privation de liberté, mais bien la liberté elle-même.



« Oui, le soir, vers sept heures, Nadja aime à se trouver dans un compartiment de seconde du métro. La plupart des voyageurs sont des gens qui ont fini leur travail. Elle s'assied parmi eux, elle cherche à surprendre sur leurs visages ce qui peut bien faire l'objet de leur préoccupation. Ils pensent forcément à ce qu'ils viennent de laisser jusqu'à demain, seulement jusqu'à demain, et aussi à ce qui les attend ce soir, qui les déride ou les rend encore plus soucieux. Nadja fixe quelque chose en l'air :

« Il y a de braves gens. »

Plus ému que je ne veux le paraître, cette fois je me fâche :

« Mais non. Il ne s'agit d'ailleurs pas de cela. Ces gens ne sauraient être intéressants dans la mesure où ils supportent le travail, avec ou non toutes les autres misères. Comment cela les élèverait-il si la révolte n'est pas en eux la plus forte ? À cet instant, vous les voyez, du reste, ils ne vous voient pas. Je hais, moi, de toutes mes forces, cet asservissement qu'on veut me faire valoir. Je plains l'homme d'y être condamné, de ne pouvoir en général s'y soustraire, mais ce n'est pas la dureté de sa peine qui me dispose en sa faveur, c'est et ce ne saurait être que la vigueur de sa protestation. Je sais qu'à un four d'usine, ou devant une de ces machines inexorables qui imposent tout le jour, à quelques secondes d'intervalle, la répétition du même geste, ou partout ailleurs sous les ordres les moins acceptables, ou en cellule, ou devant un peloton d'exécution, on peut encore se sentir libre, mais ce n'est pas le martyre qu'on subit qui crée cette liberté. Elle est, je le veux bien, un désenchaînement perpétuel : encore pour que ce désenchaînement soit possible, constamment possible, faut-il que les chaînes ne nous écrasent pas, comme elles font de beaucoup de ceux dont vous parlez. Mais elle est aussi, et peut-être humainement bien davantage, la plus ou moins longue mais merveilleuse suite de pas qu'il est permis à l'homme de faire désenchaîné. Ces pas, les supposez-vous capables de les faire ? En ont-ils le temps, seulement ? En ont-ils le cœur ? De braves gens, disiez-vous, oui, braves comme ceux qui se sont fait tuer à la guerre, n'est-ce pas ? Tranchons-en, des héros : beaucoup de malheureux et quelques pauvres imbéciles. Pour moi, je l'avoue, ces *pas* sont tout. Où vont-ils, voilà la véritable question. Ils finiront bien par dessiner une route et sur cette route, qui sait si n'apparaîtra pas le moyen de désenchaîner ou d'aider à se désenchaîner ceux qui n'ont pu suivre ? C'est seulement alors qu'il conviendra de s'attarder un peu, sans toutefois revenir en arrière. »

Extrait de *Nadja*, 1964

De chantier en chantier...

Bruxelles, laboratoire du pouvoir

La ville est toujours en transformation. Cette transformation peut parfois paraître lente, mais si l'on regarde tous les différents terrains où elle opère, il est vite clair qu'ils travaillent dur afin de fournir à Bruxelles un nouveau visage. Au vu de tant d'activités, il nous semble tout à coup que cette soi-disant crise dont ils ne cessent de nous rabâcher les oreilles est bien lointaine. Au risque d'en attraper le vertige, voici un aperçu de ce que les différentes autorités bruxelloises ont à nous offrir : ils placent de nouvelles caméras (certaines « intelligentes »), ils construisent de nouveaux commissariats de police, ils activent des uniformes quasi partout, de brillantes tours de bureaux et d'appartements poussent du sol comme des champignons, ils préparent à Haren le terrain du plus grand complexe carcéral belge, ils planifient des centres commerciaux ainsi que de nouveaux terrains industriels dans tous les recoins de Bruxelles, le quartier Européen s'agrandit et ils mettent en place un vaste réseau de transport (RER) qui doit relier Bruxelles de manière rapide et contrôlée aux villages et villes alentour.

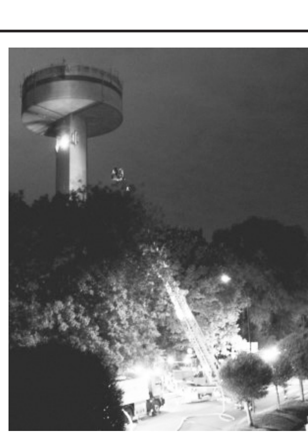
Il est important de voir qu'il ne s'agit pas ici d'interventions isolées mais qu'elles sont liées entre elles ; et toutes ensemble, elles témoignent d'une certaine vision. Par exemple, ils catapultent des lofts dans certains quartiers qui ne vont, logiquement, attirer que des gens aisés, dans l'espoir que leur éthique de travail et leur citoyenneté exerceront une influence « positive » sur leur environnement. En plus, ils savent très bien que ces placements vont faire augmenter les prix dans le quartier et que cela bannira d'office une partie des habitants. En même temps, ils mettent en place dans ces mêmes quartiers un réseau de télésurveillance visant à augmenter le contrôle général. Prenons encore l'exemple du réseau RER. Ils construisent un réseau de transport rapide et efficace pour que des gens en dehors de la ville puissent servir quotidiennement de bétail à l'économie de la métropole. Parallèlement ils augmentent la menace de la prison pour celles et ceux qui ne trottinent pas dans la direction souhaitée. Pensez à la surenchère de lois, au développement toujours plus profond de la machine pénitentiaire, aux nouvelles taules, à la multiplication des bracelets etc. Ce ne sont que quelques exemples de leurs projets qui servent clairement à miser sur deux chevaux. D'un coté, ils veulent sans cesse nous sommer de nous intégrer dans ce système, de nous approprier sa logique du travail, de l'argent et de l'autorité et ainsi devenir des citoyens et des consommateurs « à part entière ». De l'autre, pour ceux et celles qui ne peuvent pas s'intégrer ou qui rejettent cette logique, un arsenal toujours plus large et manifeste de moyens répressifs leur est réservé. Celui-ci implique tout autant des soi-disant « revalorisations » de certains quartiers qui nous chassent lentement mais sûrement vers les périphéries, que la présence permanente de caméras, de patrouilles de police et de toutes sortes de contrôleurs, jusqu'à la construction d'encore plus de prisons.

La ville est toujours en transformation. Mais pour le pouvoir, elle sera toujours un laboratoire où il tente de développer un ordre basé sur l'exploitation et le contrôle. Un ordre qui trouve son équilibre dans les rapports économiques et autoritaires entre ses ressortissants. Un ordre qui veut rendre impossible et inimaginable des idées de liberté et toute expérience d'autres rapports entre les gens, et essaie d'imposer l'obéissance de chacun en établissant sa fausse nécessité dans nos têtes. Si nous faisons le choix de la révolte, parce que nous n'acceptons pas cet emprisonnement, il n'existe pourtant ni recettes ni calculs. Mais si nous voulons essayer de prendre le goût de vivre et rêver de choses totalement différentes, nous devons bouleverser cette routine oppressante.

Attaquons ce qui rend impossible de vivre en liberté
Sabotons leurs projets
Déconstruisons la ville

Couper l'industrie plutôt que les arbres • Aux environs de Dinant, un poids-lourd et une camionnette appartenant à la même société d'exploitation forestière ont été incendiés et détruits. Récemment, un engin forestier d'une autre société avait d'ailleurs subi une attaque similaire. Il semble que depuis l'octroi de nouveaux permis pour transformer d'avantage de forêts en chantiers de production industrielle de bois, des opposants s'en prennent directement aux responsables de la destruction environnementale.

Tant qu'il y aura du fric... • …ceux qui combattent ce monde basé sur le pouvoir et l'argent continueront à attaquer directement ses manifestations concrètes. A Louvain, des inconnus ont cassé la porte d'une agence bancaire et ont saccagé la salle des distributeurs de billets.



La tour de télécommunication en feu

Communication interrompue • Vers minuit, une grande installation de télécommunications située sur le château d'eau de Koningslo, au nord de Bruxelles, a été ravagée par le feu. Il semble que le feu ait été bouté aux câbles de l'installation, et qu'il soit remonté sur 50 mètres de hauteur. Les pompiers ont mis plusieurs heures à éteindre l'incendie, qui a provoqué une interruption des télécommunications des opérateurs Base et Mobistar sur l'ensemble de la zone Neder-over-Hembeek, Vilvorde et Haren. Chez Belgacom, les perturbations étaient moins graves. L'installation comprenait notamment des antennes du réseau 3G. Les dégâts sont très importants : les perturbations dureront peut-être plusieurs mois. Une des veines qui alimente le système, la télécommunication, a ainsi été coupée.

Pour plus de publications, tracts, affiches, brochures ou activités & discussions.... : bibliothèque anarchiste **Acrata** - 32, Rue de la Grande Île - 1000 Bruxelles (près de la Bourse) - www.acrata.be